

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 23/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  GÉORISQUES

LES CARRIERES DE TREMA

LE PATURAL
43210 BAS EN BASSET

Références : UID 4243 MEA 022 0350
Code AIOT : 0006101130

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2022 dans l'établissement LES CARRIERES DE TREMA implanté Le Bois Domois 42130 AILLEUX. L'inspection a été annoncée le 06/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques : (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES CARRIERES DE TREMA
- Le Bois Domois 42130 AILLEUX
- Code AIOT : 0006101130
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SMTP a bénéficié d'un arrêté préfectoral (19/04/2017) autorisant le renouvellement et l'extension de la carrière pour une durée de 30 ans.

L'arrêté du 4 octobre 2018 a autorisé le changement d'exploitant au profit de la société LES CARRIERES DE TREMA.

La production maximale autorisée est de 70 000 tonnes/an et en moyenne de 50 000 tonnes/an. La production moyenne de cette carrière sur les 10 dernières années (de 2009 à 2018) a été plus faible. En revanche, depuis 2020, la production est revenue à un niveau plus élevé, conforme à la

production maximale autorisée.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites inspection précédente - Accès	Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 16	/	Sans objet
2	Suites inspection précédente - Bornage	Arrêté Préfectoral du 19/04/2018, article 18	/	Sans objet
5	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 11	/	Sans objet
6	Emissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 33	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 20	/	Sans objet
4	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 23.1	/	Sans objet
7	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis le rachat du site, la première phase d'exploitation a été consacrée au nettoyage des fronts principalement sur la partie Sud et à la création du bassin et aménagement de l'accès à la carrière. A partir de 2023, l'exploitant prévoit d'attaquer l'exploitation du massif à un rythme plus élevé. Néanmoins, le diagnostic géotechnique réalisé par 2BTBP met en évidence la nécessité de modifier le phasage d'exploitation et donc le dépôt d'un porter à connaissance conformément à l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites inspection précédente - Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 16
Thème(s) : Autre, Accès au site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès au site est contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès en dehors des heures d'exploitation. Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour des zones en cours d'exploitation et de toute autre zone dangereuse. Point particulier : cette clôture doit être implantée à 10 mètres de la limite Nord de la parcelle n° 93 qui ne fait l'objet d'aucune intervention (zone Natura 2000). Le danger, présenté notamment par la proximité des fronts de taille devra être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place. L'accès aux bassins de collecte des eaux internes sera protégé par une clôture ou tout moyen équivalent. Des moyens de secours adaptés (bouée, ligne de vie, ...) seront disponibles à proximité.
Constats : Suite à la précédente inspection, l'exploitant devait finaliser la clôture, mettre en place une barrière verrouillable à l'entrée du site. Le bassin de décantation a été créée conformément au plan annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire du 27/08/2019. Pour ce faire les derniers tirs de mine réalisés ont ouvert la carrière tout le long de la route. Une clôture temporaire de chantier a été mise en place tout le long de la route. <i>L'exploitant doit installer une clôture fixé, solide et un portail mobile verrouillable dans un délai de 6 mois.</i> L'exploitant a installé un portail verrouillable au sommet de la carrière accessible par un chemin hors périmètre. Selon l'exploitant , il a été complété par des barrières de part et d'autre pour empêcher l'accès aux piétons. <i>L'exploitant doit transmettre des photos des travaux réalisés dans un délai d'un mois.</i>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suites inspection précédente - Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2018, article 18
Thème(s) : Autre, Bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant procède au bornage du périmètre autorisé défini à l'article 1 du présent arrêté. Des bornes sont placées en tous les points nécessaires pour déterminer le dit périmètre, et complétées si besoin de bornes de nivellement. Le procès-verbal de bornage est adressé à l'Inspection des Installations Classées.
Constats : Le bornage complémentaire a été réalisé le 19/03/2021 (cabinet CHALAYE). L'exploitant a transmis le procès verbal de bornage pour les parcelles 85, 91, 92, 93, 94 et 102 (avec un PV de carence pour la limite entre les parcelles 93 et 70). <i>L'exploitant doit également transmettre le PV de bornage pour la parti Nord de la carrière dans un délai d'un mois.</i>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 20
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le phasage d'exploitation (cf. plan de phasage annexé au présent arrêté) doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet de la Loire. Chaque phase correspond à une durée de 5 ans. L'exploitation de la phase "n+2" ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée.
Constats : Phase 1 (2017 à 2022) prévoyait : <ul style="list-style-type: none">- Talutage à 45°/50° d'est en ouest et du Nord vers le Sud sur 20 mètres de hauteur maximale- Banquette provisoire de 20/25 mètres de largeur à la côte 550. Selon le plan d'exploitation présenté lors de la visite, la configuration générale du sommet de la carrière correspond à la fin de la phase 1. L'inspection attend toutefois le dernier plan d'exploitant (transmis par courrier suite à la visite) pour vérifier la configuration de la banquette. Selon l'exploitant, l'exploitation s'est surtout concentrée sur le bas de la carrière depuis le rachat du site (nettoyage des fronts, exploitation au sud pour créer le bassin et aménager l'accès à la carrière).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 23.1
Thème(s) : Autre, Etude géotechnique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière doit être conduite conformément à l'étude géologique et structurale jointe au dossier. Elle doit notamment satisfaire aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- création d'une plateforme provisoire intermédiaire à la cote de niveau 530 m NGF- les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres- en cours d'extraction, la pente des gradins est adaptée de manière à assurer en toute circonstance la stabilité des terrains- les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur minimale de 10 mètres- la progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes- conformément aux conclusions de l'étude géologique et structurale, la géométrie des gradins et banquettes doit être conservée en cours et en fin d'exploitation- aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 478 m NGF.
Constats : Pour rappel, lors d'une précédente visite, l'inspection avait demandé la vérification de la stabilité du massif par un bureau d'études géotechniques. Lors de la présente inspection l'exploitant a remis le rapport relatif au diagnostic géotechnique du bureau d'études 2T.BTP; ce dernier indique être intervenu sur site en janvier 2022 ! Alors que la précédente étude réalisée, ayant servi à l'élaboration du phasage dans le dossier de demande, prévoyait une exploitation du nord vers le sud, cette dernière étude préconise le contraire. La prise en compte des préconisations de cette étude nécessite de modifier le phasage et les conditions de la remise en état, l'exploitant doit donc déposer un porter à connaissance conformément à l'article 8 de son arrêté préfectoral. <i>Ce porter à connaissance devra être déposé dans un délai maximal de 2 mois. Dans l'attente du dépôt de ce dossier et d'une validation ultérieure, l'exploitant doit se positionner sur la possibilité de poursuivre l'exploitation en l'état dans des conditions sécuritaires.</i>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 11
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau, - les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille, des gradins,,), - les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux, - les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction, - les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs, - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. <p>Constats : Le plan d'exploitation présenté en séance ne comportait pas suffisamment de courbes de niveaux et côtes d'altitude. En particulier aucune côte n'était apparente sur toute la zone d'exploitation. <i>Ce plan doit être adressé par courrier chaque année à l'inspection.</i></p> <p><i>Le dernier plan d'exploitation doit être transmis par courrier dans un délai d'une semaine.</i></p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Emissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une campagne de mesures de poussières (PM10 et PM 2,5) dans l'environnement devra être réalisée dans la première année d'exploitation. Un réseau de capteurs pour mesure des retombées de poussières doit être mis en place en périphérie de la carrière. Les capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de trois plus un témoin hors zone d'influence de la carrière, sont disposés et exploités en accord avec l'inspection des installations classées. L'exploitant fait procéder à ces mesures en période sèche pendant une période continue d'exploitation de 15 jours. Ce contrôle est effectué selon des méthodes normalisées et par un organisme qualifié.</p> <p>Constats : Aucune exploitation n'a eu lieu entre mars et novembre 2022. Les mesures n'ont donc pas pu avoir lieu. <i>Ces mesures doivent être réalisées à la prochaine période d'exploitation adaptée.</i></p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2017, article 6
Thème(s) : Autre, Renouvellement des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 et porte sur une durée minimale de 5 ans. À compter du 1er renouvellement des garanties financières, le montant des garanties financières à provisionner l'année n (Cn) et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est obtenu par la formule suivante :
Constats : L'exploitant a fourni l'acte de cautionnement solidaire signé le 08/11/2022 prenant effet le 19/04/2022 et expirant le 18/04/2027 pour une somme de 125 000 €.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet